

37

trimestriel  
mars 2015  
Bureau de dépôt :  
6000 Charleroi

# Ensemble, changeons la finance

# Financité

magazine

**ZOOM :** Vers une  
éducation financière  
dans les écoles ?

**L'IDÉE :**  
Pour une épargne  
fiscalement juste



## FINANCE ET ENTREPRISES

La course contre la montre

## QUI SOMMES-NOUS ?

Le Réseau Financité est un mouvement qui rassemble des centaines de citoyens et d'organisations, tous convaincus par un besoin de changement.

Son objectif est de construire tous ensemble une finance responsable et solidaire, qui réponde à l'intérêt général, soit proche des gens et au service de tous.

Pour y parvenir, Financité lance chaque semestre un nouveau cycle de réflexion autour duquel il réalise un travail de recherche et d'investigation à travers des études, des rapports et des analyses. Financité organise des ateliers participatifs, des conférences, des formations, des ciné-débats, la Quinzaine, les états généraux de la finance responsable et solidaire, ...

Financité encourage et accompagne des citoyens qui veulent passer à l'action ou s'informer au travers des groupes Financité.

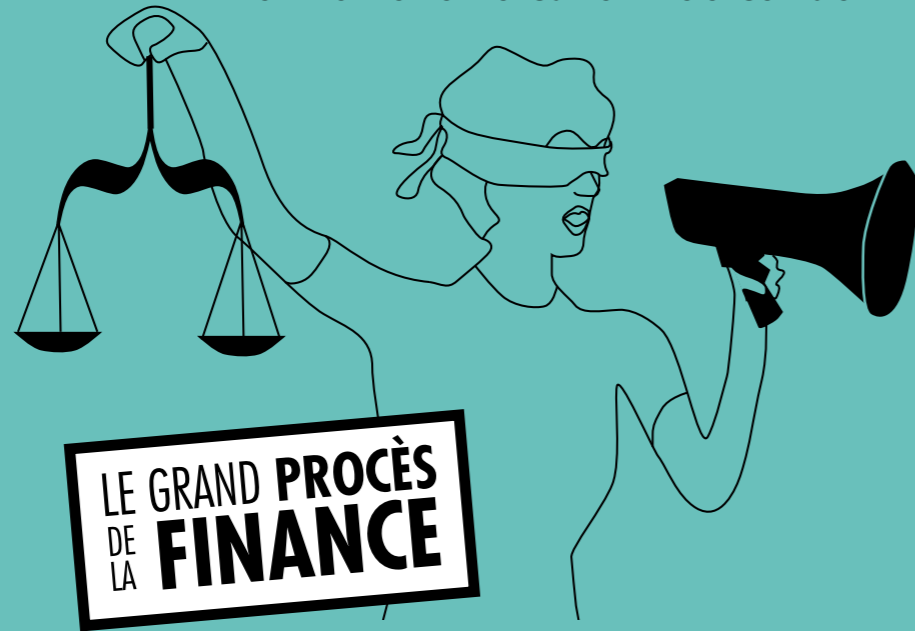
Il se veut porte-parole de ses membres et est là pour transmettre leurs revendications auprès des politiques belges et européens.

Le Financité magazine est une publication du Réseau Financité. Il est édité à 90 000 exemplaires, son but est de faire connaître la finance responsable et solidaire à un public le plus large possible.

**Rédaction :**  
rue Botanique 75, 1210 Bruxelles  
(Tél : 02 340 08 60 - Fax : 02 706 49 06)  
www.financite.be  
**Éditeur responsable :** Bernard Bayot  
**Ont collaboré à ce numéro :**  
Bernard Bayot, Julien Collinet,  
Eric De Staercke, Fred Jannin,  
Nathalie Lemaire, Arnaud Marchand,  
Laurence Roland.  
**Graphisme et mise en page :**  
Louise Laurent & Elise Debouroy  
**Impression :** La Libre Belgique

A VOTRE AVIS,  
LA FINANCE EST-ELLE AU  
SERVICE DE LA SOCIÉTÉ OU  
AU CONTRAIRE LUI NUIT-ELLE ?

Financité ouvre un grand procès civil pour comprendre l'impact positif et négatif de la finance sur notre vie en société, le développement économique, l'environnement et sur le vivre ensemble.



Dès aujourd'hui, participez à la première étape.

→ **DONNEZ-NOUS  
VOTRE OPINION SUR  
WWW.PROCESDELAFINANCE.BE**

VOUS AUSSI, VOUS VOULEZ  
CHANGER LA FINANCE ?

→ **LANCEZ LE  
MOUVEMENT, DEVEZ-EN  
MEMBRE FINANCITÉ  
POUR 2€ PAR MOIS.**

Donnez plus de poids à  
notre mouvement, votez  
aux AG et recevez le  
Financité Magazine  
et le Financité en  
mouvement.

Adhésion via [financite.be](http://financite.be)  
ou au 02 340 08 60.



À DÉCOUVRIR  
CE MOIS-CI

## FINANCITÉ EN MOUVEMENT

Le journal réservé aux membres Financité.

### LA VIE DU MOUVEMENT

- Bruxelles : Un cycle de rencontres pour investir sans intermédiaire.
- Liège : Le Valeureux prend des couleurs.
- Ciney-Rochefort : Naissance d'une nouvelle monnaie citoyenne.
- Louvain-la-Neuve : Un atelier pour comprendre le système bancaire.

### CAMPAGNE, PLAIDOYER ET RECHERCHES

- Pourquoi certains n'épargnent pas ?
- Les avancées de Financité sur la séparation des métiers bancaires.
- Le label Financité de l'investissement direct.



## CE QUE VOUS EN DITES EN DIRECT DE NOS RÉSEAUX SOCIAUX

L'enseignement économique  
souffre-t-il d'un manque de pluralisme ?

Évidemment que les doctrines économiques libérales enseignées dans les écoles d'économie influencent les décideurs de demain qui en sortent presque tous.

Laurent Gosset

... les cours d'économie me semblaient truffés d'*a priori* idéologiques (et dogmatiques) qui biaisaient la compréhension des phénomènes économiques. Bizarrement, les autres étudiants semblaient n'y voir que du feu... C'est avec soulagement que j'ai vu se manifester avec plus de force une pensée critique et contestataire de l'enseignement de l'économie dans nos universités avec la crise de 2008.

Stéphane Lejoly

Il y a au moins un précédent à ce manifeste de 2014 : la protestation d'étudiants français et d'autres pays vers l'an 2000, rapidement soutenue par une partie du corps enseignant, et qui a donné lieu au mouvement de la Post Autistic Economics : [www.paecon.net](http://www.paecon.net).

Frédéric Morand

## Pourquoi les médias ne s'intéressent pas à la réglementation bancaire ?

On ne parle plus de la « crise », c'était il y a 6 ou 7 ans, aujourd'hui on parle d'« austérité » (à cause du laxisme des États)... et pourtant...


Laurette Bankeerberghen

Une tristesse sans nom. C'est le cœur du problème et nous n'y prêtons plus attention. Tout est dit dans l'article du Monde du 5/12/2014 : « le texte qui divise risque de ne pas passer la barre du Conseil, en raison de l'opposition forte des trois plus grandes économies de l'Union européenne, la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne. »

Patrick Houben

Les médias ne publient presque rien sur la séparation des banques parce que leurs lecteurs ne s'y intéressent pas et parce qu'ils n'y comprennent pas grand chose. Il n'y a qu'une minorité de citoyens qui sont capables de suivre cette problématique.

Michel Marius Gigot

INSCRIVEZ-VOUS À NOTRE  
NEWSLETTER GOOD MONEY  
ET RÉAGISSEZ SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX :  
📧 [WWW.FINANCITE.BE](http://WWW.FINANCITE.BE) + 

# BANQUES DE PETITE VERTU

Bernard Bayot

La poursuite effrénée de leur seul objectif de maximisation du profit a entraîné les banques à leur perte en 2008. Afin d'assurer la continuité de services financiers essentiels pour les citoyens et les entreprises, les États européens ont été contraints d'injecter 671 milliards d'euros en capital et en prêt dans leurs banques et 1288 milliards en garantie ; ce qui équivaut à 16 % du PIB de l'Union européenne ! Mais ce sauvetage a grevé lourdement les finances publiques : la dette belge est passée de 84 % du PIB en 2007 à 99,8 % en 2012. C'est peu dire que l'attitude irresponsable des banques a été la cause majeure de la crise économique mondiale que nous vivons aujourd'hui et qui est considérée comme la pire depuis la Grande Dépression de 1929. Six ans plus tard, on ne peut que constater que le secteur bancaire n'a ni pris la mesure du rôle central qu'il joue dans la société, ni de sa responsabilité.

En 2010, les chefs d'État du monde entier se sont engagés à limiter le réchauffement global à moins de 2 °C, seuil au-delà duquel la science indique que les dérèglements climatiques risquent de prendre une allure incontrôlable. Deux conséquences : seul un quart des combustibles fossiles connus et exploitables peut encore être brûlé et il faut injecter 500 milliards de dollars d'ici à 2020 pour financer la transition vers une économie bas carbone. Les banques sont au centre de ce défi : par leurs activités de prêt et de financement de projets, elles peuvent soutenir les projets d'énergies renouvelables et de technologies vertes, d'une part, et empêcher la construction de nouvelles usines fortement émettrices de gaz à effet de serre, d'autre part. Prennent-elles leurs responsabilités ? Selon une récente étude de Novethic, « l'analyse des rapports des grandes banques européennes montre qu'elles sont encore loin de jouer un rôle moteur dans la lutte contre le réchauffement climatique ». La part des investissements alloués aux projets d'énergies renouvelables n'a pas forcément augmenté depuis 2012, elle a même parfois diminué et seules 7 banques déclarent vouloir augmenter leur part de financements environnementaux.

À l'heure où un intense lobby bancaire vise à torpiller la proposition de Règlement de la Commission européenne sur la réforme structurelle du secteur bancaire européen, il est urgent d'ouvrir le procès des banques et d'organiser un vaste mouvement citoyen pour les contraindre à se mettre au service de l'intérêt général plutôt qu'à lui nuire. ■

# FINANCE ET ENTREPRISES

## LA COURSE CONTRE LA MONTRE

Depuis les années 80, la financiarisation s'est invitée dans nos entreprises. Ces dernières ont utilisé massivement les marchés boursiers pour se financer. En soi, rien de bien grave. Mais le phénomène s'est amplifié jusqu'à devenir la norme et à modifier la donne. La recherche effrénée de capitaux externes a perverti les logiques entrepreneuriales. En devenant à ce point dépendantes de l'apport de capital des actionnaires et de leur « satisfaction », en les récompensant avec des dividendes substantiels, les entreprises ont cédé à la logique de la rentabilité à court terme. Le tout, au détriment du réinvestissement, de l'innovation. Fondamentalement, c'est le « business » et l'essence même du travail qui s'en sont trouvés modifiés.

# FINANCIARISATION DES ENTREPRISES : LA GRANDE SAGA

En 2014, les 40 plus grandes entreprises françaises ont versé 58 milliards de dividendes à leurs actionnaires malgré la crise. Comment est-ce possible ? Retour sur 20 années qui ont bouleversé la finalité des entreprises.

Julien Collinet

### La naissance aux États-Unis

La financiarisation des entreprises trouve son origine outre-Atlantique. Dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, certaines compagnies américaines avaient déjà mis en place un système de caisses de retraite pour leurs employés en collectant une partie de leur salaire en vue de leur constituer une future pension. L'État a ensuite encouragé cette pratique à l'aide d'incitants fiscaux. Toutefois, à l'époque, l'argent collecté est massivement réinvesti dans l'entreprise elle-même. En cas de faillite, le risque de voir l'épargne des salariés s'envoler est donc très élevé. Pour limiter ce risque, en 1974, la législation contraint les gestionnaires de ces fonds de pension à ne pas placer tous leurs œufs dans le même panier et à diversifier l'investissement dans d'autres entreprises. Cette loi va profondément bouleverser le mécanisme : des milliards de dollars sont alors injectés sur les marchés.

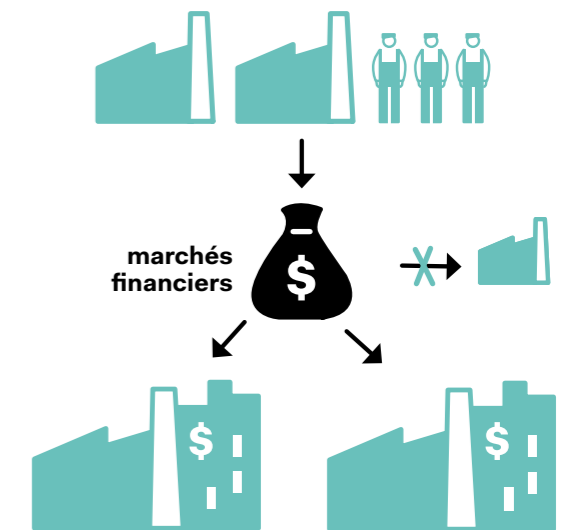
### La mutation des entreprises

Au même moment, le choc pétrolier de 1973 entraîne la multiplication par 4 du prix du baril de pétrole. Les monarchies du Moyen-Orient disposent alors de recettes considérables et recyclent cette manne financière sur les marchés. Les entreprises se sont alors lancées dans une course effrénée pour tenter de capter ces milliards de capitaux en promettant des rendements toujours plus importants. Les entreprises qui ont su vendre leurs actions ont pu croître ou racheter d'autres entreprises et se développer à l'international. Mais, en même temps, le phénomène a totalement modifié l'affectation des bénéfices des entreprises, désormais dirigés en priorité vers les actionnaires aux dépens de l'investissement et des salaires.

**85 % des bénéfices versés en dividendes en 2012 contre 30 % en 1980.**

### Années 80 : quand la financiarisation franchit l'Atlantique

Dans de nombreux pays européens, le système de retraite par répartition<sup>1</sup> reste majoritaire, mais le modèle américain s'est étendu au vieux continent au cours d'une décennie marquée par la déréglementation financière. Par ailleurs, les États ont dû affronter une croissance de leurs déficits. Pour y remédier, ils ont offert



**APRÈS 1974** : Aux États-Unis, les caisses de retraite injectent l'épargne des salariés sur les marchés financiers. Les entreprises se lancent dans une course effrénée pour capter cet argent.

aux ménages des incitants fiscaux à l'épargne (sicav, assurance vie, épargne retraite...). En Belgique, on a observé un net transfert de la masse salariale vers les dividendes. En pourcentage de masse salariale, ces derniers sont ainsi passés de 4 à 13 % entre 1982 et 2009. Côté français, les entreprises ont distribué 85 % de leurs bénéfices en dividendes en 2012 contre seulement 30 % en 1980. Ce phénomène a profité aux plus grandes sociétés, qui ont réussi à attirer la grande majorité des capitaux sur les marchés. En France, par exemple, les 100 plus grandes entreprises ont capté, à elles seules, 98 % des investissements sur les marchés entre 1992 et 2010.

### La victoire du court-termisme

Depuis 20 ans, les investisseurs institutionnels (banques, assurances, fonds de pension, sicav...) sont donc devenus des acteurs importants des marchés financiers. À l'image de fonds strictement spéculatifs, ces investisseurs exigent des rendements annuels élevés, privilégiant ainsi une stratégie à court terme. Le phénomène est encore amplifié par le système de rémunération par *stock options*, qui permet à son détenteur d'acheter une action dans le futur à la valeur en vigueur au moment de son attribution. Le dirigeant qui la reçoit a donc tout intérêt, pour son enrichissement personnel, à faire monter le cours de l'action le plus rapidement possible. ■

<sup>1</sup> Dans ce système, les cotisations, versées par les travailleurs sont immédiatement utilisées pour payer les pensions des retraités.

# QUAND LA FINANCE TUE L'INNOVATION

La financiarisation a bouleversé la finalité des grandes entreprises, désormais plus concentrées sur la rémunération de leurs actionnaires que sur le progrès technologique. L'entreprise vecteur d'innovation pour la société serait-elle devenue une illusion ?

Julien Collinet

coûteux. À court terme, il implique une baisse des bénéfices compromettant le versement de dividendes immédiats aux actionnaires. Avant la sortie du produit sur le marché, il peut s'écouler un laps de temps relativement long. Dans une logique court-termiste, l'entreprise ne gagnerait pas un euro avant plusieurs années. Sans oublier que nul ne peut garantir que le produit sera un succès technologique et commercial, ce qui représente un grand risque aux yeux des actionnaires.

## La victoire de l'actionariat

Depuis l'avènement de la financiarisation, qui s'est accélérée avec l'explosion de la bulle internet et la crise de 2008, la rémunération des actionnaires semble être devenue la priorité des grandes entreprises. *Quand on demande des rendements de 10 %, voire de 15 %, il ne reste pas grand-chose pour investir*, explique Thomas Dallery, membre des Économistes atterrés. *En se tournant vers les marchés, les entreprises ont trouvé des partenaires beaucoup plus gourmands que les prêteurs. Les fonds d'investissement les plus agressifs demandent des rendements immédiats, dans l'année suivante, sinon dans les six mois.* Ce comportement est encore plus symptomatique dans les firmes pharmaceutiques ou des technologies de l'information, censées être les plus innovantes *car ce sont vers celles-ci que se tournent massivement les marchés*, précise Bernard Guilhon. Les statistiques montrent que, pour les huit plus grandes entreprises de ces deux secteurs, les montants dépensés en rachat d'actions et en dividendes sont 2 à 3,5 fois supérieurs aux montants investis en R&D. En 2013, Pfizer a dépensé 6,5 milliards de dollars en R&D et reversé 22 milliards de dollars à ses actionnaires. La déclaration du PDG du géant pharmaceutique, lors du rachat du groupe Hospira, en février dernier, ne cache pas la finalité de l'entreprise. *Cela illustre notre engagement à utiliser notre capital pour créer de la valeur pour nos actionnaires et fournir du bénéfice par action croissant à court terme.* Outre les dividendes, une large partie des liquidités des grandes entreprises sont utilisées pour racheter des actions. Cette stratégie a un double

effet : le cours de l'action est soutenu, et, en annulant ces actions, le nombre d'actionnaires est réduit, chacun d'entre eux touchant mécaniquement plus de dividendes. Ce phénomène est loin d'être marginal : entre 2003 et 2012, les entreprises du SP 500 (indice boursier basé sur 500 grandes sociétés américaines cotées) ont utilisé 54 % de leurs gains pour racheter leurs propres actions et 37 % pour octroyer des dividendes. Ne reste qu'une somme famélique à consacrer à l'investissement... Si cette stratégie s'avère lucrative à court terme, elle n'est pas sans danger. Larry Fink, le PDG de Blackrock, la première société d'investissement au monde (avec 4000 milliards de dollars d'actifs sous gestion), invitait lui-même les PDG des grandes entreprises à *ne pas céder à la tentation de verser trop de cash aux actionnaires au détriment de l'investissement.*

**« Cela illustre notre engagement à utiliser notre capital pour créer de la valeur pour nos actionnaires et fournir du bénéfice par action croissant à court terme. »** Ian Read, PDG de Pfizer

## L'innovation sous perfusion publique

Pourtant, l'innovation semble ne s'être jamais mieux portée. Entre 1950 et 2000, le nombre de brevets déposés a été multiplié par 250. Toutefois, une immense majorité d'entre eux n'ont servi qu'à exploiter des technologies existantes. Il convient de différencier deux types d'innovation. Une « innovation d'exploration », qui tente d'explorer de nouveaux domaines, et l'autre, « d'exploitation », qui s'appuie sur des connaissances existantes. Selon Bernard Guilhon, *les grandes entreprises profitent de l'exploration publique. Regardez les sociétés pharmaceutiques ! Elles ne font qu'exploiter les découvertes des labos publics. Même Internet est né dans le militaire. Les entreprises l'ont optimisé, mais l'invention reste fondamentalement publique.*

Un exemple frappant est (à nouveau) l'iPhone ou l'iPad d'Apple. Comme l'a démontré Mariana Mazzucato (University of Sussex), ces appareils forgent leur succès sur des technologies (GPS, écran tactile, reconnaissance vocale) développées par des programmes publics.

De plus, une bonne partie des efforts en recherche des entreprises sont soutenus par les pouvoirs publics au moyen de subsides ou de financements. En Belgique, une aide fiscale est, par exemple, accordée aux entreprises via une exonération de 80 % du précompte professionnel pour les chercheurs. L'une des entreprises belges les plus innovantes, IBA, basée à Louvain-la-Neuve, concevant des systèmes pour lutter contre le cancer, a pu développer son prototype grâce à des fonds publics. Sur les 75 millions de francs belges nécessaires à la réalisation du projet, 60 avaient été versés par la Région wallonne contre 15, seulement, par des fonds privés. Reste à savoir si les pouvoirs publics doivent assumer seuls les risques et laisser les entreprises seules en tirer les bénéfices. ■

Hormis quelques fonctionnalités mineures, il n'y aurait rien de très innovant dans l'iPhone d'Apple



© Nukamari

Le 11 février dernier, Apple battait un nouveau record. Avec une valorisation boursière dépassant les 700 milliards d'euros, la marque à la pomme devenait la première entreprise américaine à franchir cette barre symbolique. Un succès financier dopé par des résultats trimestriels remarquables liés aux ventes de l'iPhone 6. *Il n'y a pourtant rien d'innovant sur cet appareil, hormis quelques fonctionnalités mineures supplémentaires*, relève Bernard Guilhon, professeur des universités à Skema Business School. *Ce succès repose plus sur du marketing, que sur une prouesse technologique.* L'idée que la financiarisation des entreprises permettrait aux entreprises de produire de grandes innovations grâce à l'apport de capitaux des marchés a passé son temps. *Les critères productifs sont devenus secondaires*, poursuit Bernard Guilhon. *La financiarisation qui était un outil est devenue une finalité.* La pression exercée sur le dirigeants pour réaliser des profits rapidement a en effet de nombreuses conséquences. *Les actionnaires recherchent de la liquidité à court terme. La financiarisation bloque l'innovation par des contraintes de rentabilité immédiate.* Investir en recherche et développement (R&D) pour concevoir un nouveau produit est un processus très



## PANDA STORY

**Tout juste élu « Wallon de l'année », Éric Domb est à la tête du parc zoologique Pairi Daiza. Une success-story belge à laquelle personne ne croyait il y a 20 ans. Le bon exemple pour une stratégie entrepreneuriale à long terme ?**

**Comment a été accueilli le projet lors de son lancement ?**

Il y avait beaucoup de scepticisme. Nous sommes implantés dans le Borinage, une terre profondément industrielle. Si j'avais fait appel à des spécialistes de l'entrepreneuriat, tous m'auraient dissuadé. Pourtant en 2014, le parc a accueilli 1,4 million de visiteurs, dont 90 % de Belges et plus de 50 % de la région proche.

**Miser sur une stratégie à long terme s'est-il avéré payant ?**

Sans hésitation, car un parc zoologique requiert des investissements lourds. Nous avons pris le temps de nouer des partenariats avec des banques pour obtenir des crédits à long terme, mais cela ne s'est pas fait du jour au lendemain. On a aussi eu besoin de faire de l'appel public à l'épargne en 1999. Et puis tous nos investissements ont été choisis dans cette logique. Par exemple, on sollicite les meilleurs artisans, on les fait venir de l'étranger et on les paie comme des travailleurs belges. L'avantage c'est qu'il n'y a pas d'obsolescence. Les premières constructions sont toujours là et elles se sont bonifiées avec le temps. C'est ce qui nous différencie des autres parcs. Nous ne faisons jamais d'investissements de renouvellement mais toujours d'enrichissement.

**Le parc a-t-il déjà attiré l'appétit d'investisseurs ?**

On m'a proposé de racheter le parc ou, plus souvent, d'exporter Pairi Daiza à l'étranger. Mais même si cela pouvait être très lucratif, je préfère faire un beau projet à fond plutôt qu'à moitié ailleurs.

**Comment expliquez-vous la prédominance du court-termisme dans l'économie actuelle ?**

Si trop d'entreprises pensent à court terme, c'est à cause de la peur qui domine et d'une demande de rendement immédiat liée à l'âge des actionnaires. On peut aussi regretter l'idée qu'il est indispensable d'avoir des fonds propres ou de capter de l'argent sur les marchés. Les investissements se font par la dette. Au final, cela ne coûte pas plus cher de faire un emprunt. Un taux d'intérêt n'a jamais tué une entreprise.



# TRAVAIL : LE GRAND OUBLIÉ

La financiarisation a bouleversé l'organisation du travail. Culture du chiffre, réduction des effectifs, rationalisation. Et si le travail était le grand perdant ?

Julien Collinet

Je ne me peux plus me reconnaître dans le travail qu'on me demande. Formateur au CEPAG, un centre d'éducation populaire, et sociologue spécialisé dans l'organisation du travail, Nicolas Latteur est fréquemment confronté à ce type de témoignages de la part de travailleurs. Des banquiers, des commerciaux de tous les secteurs m'avouent qu'on leur demande de vendre des produits inutiles, explique-t-il. Si les délocalisations et les fermetures d'usines occupent le devant de l'actualité, elles ne seraient que la face cachée des conséquences de la financiarisation sur le travail. Selon une étude menée en 2014 par le service en ressources humaines Securex, 64 % des Belges souffriraient de stress au travail. Une statistique en hausse de 18 % en seulement 4 ans.

## « Les employés ont l'impression de devenir des pions interchangeables »

### Évaluation permanente

Pour expliquer cette dégradation, les salariés pointent principalement du doigt la course contre la montre à laquelle ils sont soumis pour respecter les dates butoirs, et les objectifs qu'on leur impose. Les entreprises doivent rendre des comptes aux actionnaires et ont mis au point des outils de gestion pour contrôler l'activité, explique Pierre-Yves Gomez, professeur à l'école de Management de Lyon et auteur du Travail invisible (2013). Ainsi, l'accent aurait été mis, depuis plusieurs années, sur l'évaluation constante de la productivité des salariés. Aujourd'hui, une infirmière est évaluée sur le nombre de piqûres effectuées en une journée, un professeur sur le taux de réussite de ses élèves aux examens, un mécanicien sur le nombre de pots d'échappement installés... Cela devient absurde. L'art du travail est devenu secondaire, et sa valorisation s'est réduite à la performance financière. En effet, avec l'avènement de la financiarisation, un contrat implicite est passé entre les entreprises cotées et leur actionnariat. Imposant des critères chiffrés, les actionnaires apportent des fonds à la société sous condition de résultat. La finance n'est plus une ressource pour faire prospérer l'entreprise. Cela a complètement inversé

la logique du travail. Les employés ont l'impression de devenir des pions interchangeables. La rationalisation a conduit à la perte d'implication du travailleur. À partir de ce moment-là, le travail devient une oppression, poursuit P-Y. Gomez.

### Une situation schizophrénique

Pourtant le salarié est partie prenante de ce système (voir article p. 5). En Belgique, via l'épargne personnelle, et les deuxième et troisième piliers de notre système de retraite, les économies du salarié sont injectées sur les marchés boursiers, par le biais de fonds de pension ou d'assurances vies par exemple. C'est une situation schizophrénique. Une partie de leurs placements est censée leur permettre de bénéficier d'un confort financier accru, alors que cela implique une dégradation de leurs conditions de travail et de leurs rémunérations salariales, s'étonne Nicolas Latteur. Les travailleurs doivent se réappropriier le travail. Les décisions doivent se prendre là où se fait le travail et non dans un siège situé à des milliers de kilomètres, insiste P-Y. Gomez. Il faut aussi revoir la place du travail dans la gouvernance de l'entreprise. Le modèle d'organisation basé sur la seule entreprise du capital mériterait ainsi sans doute de s'ouvrir à d'autres modèles de gouvernance, comme les coopératives ou les sociétés coopératives et participatives (SCOP). Mais il faut avant tout transformer les gestionnaires et réenseigner dans les écoles de management les méthodes de travail. L'une de mes élèves, future manager, me rapportait qu'un manutentionnaire était intervenu dans l'un de ses cours. C'était la première fois, dans tout son cursus, qu'on lui parlait du travail réel. Elle était en dernière année...



# PRODUIRE DU PROGRÈS PLUTÔT QUE DU PROFIT



Georges Hübner et Philippe de Woot

Rencontre avec deux économistes : Georges Hübner et Philippe de Woot, respectivement professeurs à l'Université de Liège et de Louvain-la-Neuve.

Propos recueillis par Julien Collinet

### La financiarisation a-t-elle fait basculer la stratégie des entreprises vers une logique court-termiste ?

GH : La notion de rentabilité aux actionnaires a toujours été présente. La vraie question repose sur son échéance. Aujourd'hui, les critères de sélection des investissements sont avant tout basés sur la probabilité de rendement immédiat. Le phénomène s'est aggravé depuis 2008, l'impératif de liquidité est devenu un but en soi. Depuis, les actionnaires et les créanciers sont encore plus impatients. Des managers regrettent de ne pas pouvoir prendre des décisions d'investissement qui seraient dans l'intérêt de la société, car ils sont jugés sur des résultats immédiats. PDW : Le court-termisme est un réel problème. Les entreprises sont devenues trop financières. Il faudrait revenir à une conception plus entrepreneuriale. L'entreprise est d'abord une organisation capable de créativité et de progrès économique avant d'être productrice de profit. Il faut oser prendre des risques et se laisser le temps de conquérir les marchés. Les filières d'avenir ont un impact considérable sur la société. Le sens de l'entreprise c'est de les mettre en œuvre et les développer pour créer de l'emploi et de la prospérité, qu'elles soient responsables pour apporter des solutions à nos défis sociétaux.

### Quel est votre point de vue sur l'alignement des intérêts des managers sur ceux des actionnaires via l'attribution de rémunérations variables ou de stock-options ?

GH : En principe c'est un vecteur de convergence des intérêts des managers et des actionnaires. Malheureusement ces derniers en ont perdu le contrôle. Cela a entraîné des dérives. On se retrouve avec une caste de managers qui peut faire du chantage face à sa valeur de marché. Ils jouent sur la menace de ne pas trouver des dirigeants de qualité si on ne les paie pas suffisamment. PDW : Cela me paraît dans les règles du jeu

d'une économie concurrentielle. Mais il y a danger si cet avantage atteint des niveaux qui créent un sentiment d'injustice. Il y a aussi une question éthique, car ils ne sont pas les seuls à participer à la prospérité d'une entreprise.

### Les entreprises consacrent davantage leur bénéfices à la distribution de dividendes qu'à la mise en provision. Ce phénomène s'est fortement accéléré ces dernières années. Que pensez-vous de cette stratégie ?

GH : Dans de très nombreux cas, la meilleure chose qu'une entreprise puisse faire c'est de rendre de l'argent aux actionnaires. Il existe un principe fondamental en finance : l'actionnaire est le mieux placé pour décider de ce qu'il doit faire avec ses ressources. Il peut ensuite les retourner vers l'entreprise, alors que celle-ci pourrait les confisquer à ses actionnaires. Ce n'est pas comme ça que l'on va obtenir du dynamisme économique. PDW : Je ne suis pas d'accord. Le but premier n'est pas d'enrichir l'actionnaire. Cette conception est dépassée. Les grands champions mondiaux sont d'abord créateurs de progrès avant d'être distributeurs de dividendes. Les entreprises leaders ont un trésor de guerre : Google a 50 milliards de dollars de réserves...

### Le groupe est désormais devenu la structure dominante, et il n'existe plus beaucoup d'entreprises réellement indépendantes ?

GH : L'objectif d'une entreprise ne devrait pas être de réaliser des investissements en faisant une revente vers un groupe plus gros, mais plutôt d'essayer de garder une certaine indépendance, d'être cotée en Bourse... À ce moment-là, on a une véritable dynamisation de l'économie.

### Quelles sont vos pistes pour sortir de cette course contre la montre ?

GH : Les indicateurs actuels sont basés sur une logique annuelle. Avec une vue pluriannuelle, on aurait une meilleure idée de la création de valeur des sociétés et les décisions seraient beaucoup plus basées sur le long terme. Par ailleurs, les administrateurs indépendants devraient avoir plus d'influence. Ils ne cherchent que rarement à maximiser la valeur boursière. Les investisseurs institutionnels, eux, sont des vecteurs de pression relativement élevés. PDW : Je pense que les entreprises doivent être avant tout financées par des capitaux propres. Il faut aussi rediriger les sociétés vers une logique entrepreneuriale.

# ZOOM PRÉPARER LES JEUNES AU MONDE D'AUJOURD'HUI

Les décisions financières sont de plus en plus importantes dans la vie des citoyens. Quels sont les outils utilisés en Communauté française pour l'éducation financière ?

Arnaud Marchand

Les jeunes d'aujourd'hui risquent d'être confrontés à des choix financiers plus importants que les générations précédentes. Ils deviennent consommateurs de services financiers de plus en plus tôt, et doivent prendre des décisions financières dans un environnement plus imprévisible qu'auparavant. Parallèlement, les services financiers se multiplient et se complexifient. Ce double constat réaffirme, s'il en était besoin, le caractère indispensable de l'éducation financière.

L'éducation financière vise à transmettre une connaissance et une compréhension des concepts financiers et des risques. Elle permet aux individus de prendre de bonnes décisions, ce qui améliore leur bien-être et garantit leur participation économique. Connaître les différentes formes de monnaie, savoir effectuer des opérations financières, être capable de planifier et de gérer un budget ou encore comprendre les risques associés à une série de produits financiers ; autant de compétences à développer pour devenir un consommateur éclairé.

## Dans quel cadre apprendre ?

L'éducation financière, lorsqu'elle est véhiculée à travers le cadre familial, reproduit les inégalités sociales : les enfants de ménages aisés acquièrent *de facto* une bonne partie de ces compétences à travers l'environnement familial, tandis que les enfants de ménages défavorisés sont plus démunis de ce point de vue. L'apprentissage à travers le système d'éducation obligatoire devrait permettre de remédier à cette inégalité. L'éducation financière est au programme d'un nombre grandissant de pays. Et les stratégies nationales développées dans ce cadre incluent souvent l'inscription de la thématique dans le programme d'enseignement officiel.

## En Belgique francophone

En Communauté française, rien n'est mis en place à ce jour dans les programmes officiels d'enseignement. La ministre de l'Enseignement obligatoire sortante entendait concevoir, pour l'enseignement secondaire, un outil proposant une vision de l'éducation à la consommation financière responsable dans le cadre des cours existants. Cependant, seuls certains parcours scolaires en auraient bénéficié.

Si les professeurs de différentes matières sont libres d'établir et d'exploiter des liens avec les questions d'argent, rien ne permet de valider l'acquisition de telles connaissances de manière uniforme, ni de garantir une éducation financière pour tous.

## « L'accès du plus grand nombre à l'éducation financière est crucial. »

Si le système éducatif belge francophone est à la traîne, une initiative émanant de la FSMA<sup>1</sup>, constitue une première avancée hors de notre désert de l'éducation financière. En janvier 2013, la FSMA a, dans le cadre de sa mission d'éducation financière des consommateurs, lancé le site Wikifin.be. Initialement développé pour aider les particuliers à prendre les bonnes décisions financières, ce portail s'est enrichi, en mai 2014, d'une offre destinée aux enseignants. Des ressources pédagogiques en ligne leur sont proposées pour les aider à aborder les questions financières dans leurs cours. Le site internet met

également à la disposition des enseignants quelques vidéos pédagogiques. (voir reportage ci-contre)

## L'exemple flamand

L'accès du plus grand nombre à l'éducation financière est aujourd'hui crucial. En la matière, la Communauté française devrait prendre exemple sur sa consœur flamande : plus de 70 % des élèves âgés de 15 ans y ont bénéficié d'un enseignement sur les questions financières. De plus, les professeurs qui leur enseignent l'éducation financière ont majoritairement reçu une formation spécifique pour traiter de cette thématique. Les résultats sont probants, comme en témoigne la deuxième position obtenue par la Communauté flamande lorsque l'étude PISA<sup>2</sup> s'est penchée, en 2012, sur la question de l'éducation financière à travers le monde. ■

1. L'autorité belge des services et marchés financiers. 2. Le programme PISA (acronyme pour « Program for International Student Assessment » en anglais, et pour « Programme international pour le suivi des acquis des élèves » en français) est un ensemble d'études menées par l'OCDE et visant à la mesure des performances des systèmes éducatifs des pays membres et non membres.

RETROUVEZ NOS ANALYSES  
SUR L'ÉDUCATION FINANCIÈRE SUR  
[WWW.FINANCITE.BE](http://WWW.FINANCITE.BE)



## LA FINANCE (DÉJÀ) DANS LES ÉCOLES

Didier Vandenberghe  
et Nathalie Depasse

Dans le cadre du projet Wikifin de la FSMA, dix écoles testent actuellement des outils pédagogiques destinés à inclure l'éducation financière dans les programmes scolaires. Reportage dans un établissement de la région bruxelloise. J.C.

Comme chaque vendredi à 14h, les élèves de cette classe de 5e de l'Athénée royal Jean Absil, à Etterbeek, s'installent en classe pour un cours de mathématiques. Pourtant, ici, aujourd'hui, pas d'équation ni de cosinus : les élèves vont s'affairer au calcul d'un emprunt immobilier et à la simulation d'une épargne sur cinq ans. Au tableau, Didier Vandenberghe, leur professeur, compare les rendements des livrets d'épargne disponibles sur le marché. *On se rend compte qu'il est plus aisé d'intéresser les élèves en utilisant des situations concrètes*, explique l'enseignant. *Ils arrivent à un âge où ils possèdent leur premier compte bancaire. Il est fondamental de les éduquer aux questions d'argent. Lorsqu'on a commencé, j'ai réalisé que l'immense majorité n'avait aucune notion financière.* Effectivement dans la salle de classe, personne ne savait calculer un taux d'intérêt avant le début du projet. Même son de cloche du côté de la titulaire du cours d'économie, Nathalie Depasse. *Il existe un réel déficit en Belgique quant aux connaissances financières de base. Lorsque je suis invitée chez des amis, j'ai l'impression de refaire mon cours tant les adultes semblent ignorants des notions essentielles.*

## « J'ai compris l'importance d'épargner »

Au sein de l'établissement scolaire, l'éducation financière est introduite également dans les cours de néerlandais, de morale et d'économie. *On analyse les contrats de crédit, on fait de la prévention du surendettement*, poursuit Nathalie Depasse. Du côté des élèves, le choc a été brutal au début. *Quand on a vu le montant des intérêts pour un emprunt, on a l'impression que les banquiers sont des voleurs*, s'exclame Nicolas. *Maintenant on se sent mieux armé pour ne pas se faire avoir par les banques.* Sara, est la seule élève de la salle ayant déjà un emploi. *J'ai compris l'importance d'épargner*, raconte-t-elle. *Avant je dépensais aussitôt mon argent. Je vais essayer de mettre un peu de côté pour l'avenir.* L'an prochain, après prise en considération des recommandations effectuées par les professeurs de l'expérience pilote, un kit sera proposé à l'ensemble des enseignants de la communauté française. *Il y a encore du travail*, poursuit toutefoits Didier Vandenberghe. *On a dû concevoir nous-mêmes des exercices conformes aux programmes. Il sera également difficile de convaincre de l'utilité de ces modules les enseignants qui ont encore une vision classique de leur matière.*

## PRIX DE L'ÉCONOMIE SOCIALE 2014

La cérémonie 2014 du désormais traditionnel Prix de l'économie sociale a eu lieu le 2 décembre dernier. Cet événement met en avant des entreprises wallonnes ou bruxelloises, qui se distinguent par leur activité au service de la collectivité. Trois récompenses de 8000€ ont été remises aux *Ateliers de l'avenir*, qui ont breveté un nouveau système de construction, à *Resto Modèle*, un projet de restaurant formation pour la Cité Modèle, et enfin aux Grignoux, une entreprise culturelle d'économie sociale qui gère 8 salles de cinéma art et essai à Liège. Ces derniers ont également remporté le tout nouveau Prix du public.



## USA : LES ÉTUDIANTS RÉCLAMENT PLUS DE PLURALITÉ

L'enseignement de l'économie à l'université souffrirait d'un réel manque de pluralité. En Belgique et ailleurs dans le monde, les cours d'économie seraient trop axés sur une pensée orthodoxe et néo-libérale. Aux États-Unis, un groupe d'étudiants activistes (*Kick it over*) se bat pour faire changer les mentalités et le contenu des cursus économiques. Le groupe agit au cœur des universités et s'est offert un certain retentissement médiatique en menant une action lors d'un grand congrès à Boston réunissant les plus grands économistes américains. *Kick it over* vise à lutter contre le monde de l'économie néoclassique, une religion basée sur la foi des marchés parfaits et entend promouvoir un enseignement pluraliste.

## UN LABEL ISR PUBLIC EN FRANCE

Le 1er décembre dernier, le ministre des Finances français Michel Sapin, annonçait le lancement d'un label public pour l'Investissement Socialement Responsable (ISR). Celui-ci devrait permettre aux investisseurs d'identifier plus facilement les fonds ISR et d'orienter davantage l'épargne des ménages vers des entreprises vertueuses. En Belgique, autrefois précurseur en matière d'ISR, un label public n'a jamais vu le jour. Un tel outil serait pourtant fort utile. Dans son rapport ISR 2014, le Réseau Financité constatait que 90,5% des fonds ISR étudiés n'étaient en réalité pas « éthiques ».

## LES BANQUES SPÉCULENT TOUJOURS SUR LA FAIM

Selon un rapport publié par Oxfam, la lutte contre la spéculation sur les matières premières agricoles est loin d'être terminée. En 2013, l'organisation non gouvernementale avait obtenu de la plupart des banques françaises, la promesse de limiter leurs fonds spéculant sur les matières premières. Pourtant, pour la plupart de ces banques, rien n'a été fait. Pire, ces fonds auraient même augmenté. Ils atteindraient aujourd'hui au minimum 3,6 milliards d'euros. Sur le banc des accusés, on retrouve BNP Paribas, également présent sur le marché belge. La banque serait l'une de celles qui spéculent le plus sur la faim et totaliserait 11 fonds pour un montant de 1,3 milliard de dollars. Selon Oxfam, cette spéculation aggrave la volatilité des prix alimentaires et met en péril le droit à l'alimentation de centaines de millions de personnes.



## DES ONG FONT PLIER LE PLUS GRAND FONDS SOUVERAIN DU MONDE

Le fonds souverain norvégien, le plus puissant du monde, fort de près de 600 milliards d'euros d'investissement, vient de se désengager de 22 entreprises impliquées dans les secteurs du charbon, des sables bitumeux, du ciment et de l'or. Depuis plusieurs mois le fonds subissait la pression de divers ONG luttant pour le changement climatique et du parlement norvégien. Ces 22 entreprises avaient en commun une quantité de gaz à effet de serre.

## NOS DONNÉES BANCAIRES EN DANGER

Le système de sécurité de nos données bancaires ne serait pas infaillible et loin de là. C'est ce qu'a révélé un blogueur belge, Yeri Teite. *Le danger existe bel et bien que des pirates accèdent à des données privées ou détournent des sessions* explique-t-il. Concrètement, lorsque vous vous connectez au site internet de votre banque pour consulter vos comptes ou faire un virement, un système de cryptage utilisé par les banques belges, se nommant SSL, est censé garantir la confidentialité des ces échanges. Or, les banques utiliseraient incorrectement ce système de cryptage et tergiverseraient trop longtemps avant d'effectuer d'importants correctifs et mises à jour poursuit-il. Des pirates pourraient donc trop facilement intercepter ces données pour les utiliser de façon malveillante. Du côté des banques belges, on assure que tout a déjà été mis en place pour garantir la protection des clients.

## LA CROATIE ANNULE LA DETTE DE 60 000 PERSONNES



Alors que les débats sur la dette grecque font rage, un autre pays membre de l'Union européenne a pris la décision d'annuler la dette de 60 000 de ses concitoyens. Ces Croates font partie des plus démunis du pays et ont de grandes difficultés à régler une ardoise souvent plombée par six années de récession économique. Selon le gouvernement croate, le montant total de ces dettes s'élèverait à environ 46 millions d'euros, soit 0,1% du PIB. Des entreprises publiques, des opérateurs de téléphonie et des banques figurent parmi les créanciers. Selon le Premier ministre croate, Zoran Milanovic, *C'est une mesure sociale dont nous sommes fiers. Le système ne pourra pas constamment reposer sur ce genre de solution mais nous faisons tout ce qui est possible pour faciliter la vie des gens dans cette crise qui est longue et épuisante*. La mesure ne concerne que des personnes vivant avec moins de 162€ par mois et bénéficiera en priorité à ceux disposant déjà d'allocations sociales. Le montant maximum de la dette éponnée s'élèvera à 4 500€.

## À VOIR, À LIRE

### UNE RAGE D'EUROPE...

La rage d'austérité pourrait-elle se calmer sous le poids de ses échecs patents, de la désespérance résignée qu'elle provoque et de la résurgence de l'hydre des populismes divers ? La gouvernance européenne va-t-elle sortir de sa rigidité idéologique affolante ? Son acratie (incapacité d'agir malgré le fait que les solutions sont connues) se double d'une énorme hypocrisie car ceux qui ont provoqué les crises de la zone euro refusent d'assumer leurs responsabilités. Espérons que la nouvelle Commission et le nouveau Parlement vont se réveiller. Qu'ils se plongent, et nous avec, dans l'ouvrage *Debout l'Europe!* de Guy Verhofstadt et Daniel Cohn-Bendit et dans *Le fédéralisme européen expliqué aux enfants ... et aux chefs d'État et de gouvernements* d'Andrew Duff et du groupe Spinelli. Ils nous invitent à rêver et poursuivre la grande aventure de l'Union européenne, à ne plus en avoir peur.



**Debout l'Europe!**, de Daniel Cohn-Bendit et Guy Verhofstadt, Actes Sud, André Versaille Editeur, 157p., 11,90 €.

Alain Tihon

### L'ENQUÊTE

Dix ans après, ce thriller français a la lourde ambition de retracer le combat de Denis Robert contre Clearstream. Le journaliste français avait enquêté sur la chambre de compensation luxembourgeoise et démontré que celle-ci dissimulait des transactions financières et favorisait l'évasion fiscale ou le blanchiment d'argent. L'affaire prit une tout autre tournure, quand Dominique de Villepin fut accusé d'avoir trafiqué les listings de Clearstream afin de faire tomber son rival de l'époque Nicolas Sarkozy. Le film s'attarde plus à démontrer les manipulations et jeux de pouvoir ou l'acharnement judiciaire de Clearstream contre Denis Robert plutôt que de rentrer dans les détails des mécanismes financiers. Et c'est peut-être le plus grand succès du film. Le réalisateur, Vincent Garenq, s'appuyant sur un casting efficace (Gilles Lelouche, Charles Berling) a le mérite de rendre accessible et haletante, une histoire aussi complexe.



Julien Collinet

**L'enquête**, de Vincent Garenq, dans les salles.

### LA CAPTURE

La finance n'a toujours pas été remise au service de la société huit ans après le déclenchement d'une crise financière ravageuse. Comment expliquer cet échec ? Depuis 2008, les efforts fournis par les États pour reprendre le contrôle sur les banques et les marchés financiers sont bloqués par la capture d'une partie des forces politiques par les intérêts financiers. Cela rend le processus de réforme quasi impossible. Les auteurs décryptent dans ce livre les batailles politiques auxquelles donnent lieu les tentatives de régulation et les coulisses de la gouvernance européenne, avec Bruxelles comme capitale du lobbying. La plupart des débats liés à la régulation financière sont décryptés de manière claire et compréhensible pour le citoyen intéressé par ces questions. En ce sens, cet ouvrage fait entrer la question du contrôle de la finance dans le débat démocratique, en donnant aux citoyens les moyens de se réapproprier ce pan de la politique publique si crucial pour notre avenir.

Alain Roelens



**La capture** de Christian Chavagneux et Thierry Philipponnat, Éditions La Découverte, 2014, 131 p., 12 €.

VOUS AUSSI, VOUS AVEZ LU UN LIVRE, VU UN FILM, UN DOCUMENTAIRE OU UNE PIÈCE DE THÉÂTRE, ENVOYEZ-NOUS VOTRE CHRONIQUE À ACTUS@FINANCITE.BE

# UNE ÉPARGNE FISCALEMENT JUSTE

Il fut un temps – pas si lointain – où le gouvernement Michel soufflait l'idée d'une grande réforme fiscale dont certains aspects toucheraient directement à l'épargne. Une piste à suivre selon Financité, pour rendre effectivement l'épargne attractive pour les personnes à plus faibles revenus.

D'après la carte blanche de Bernard Bayot<sup>1</sup>

Selon la plateforme européenne contre la pauvreté et l'exclusion sociale<sup>2</sup>, les personnes les plus vulnérables de notre société ont été frappées de plein fouet par la crise économique et les catégories aux revenus les plus faibles sont aujourd'hui particulièrement exposées au risque d'endettement et d'insolvabilité. En Belgique, 2,7 % des ménages ont même un patrimoine négatif, ce qui signifie que le montant de leurs dettes est supérieur à l'ensemble de leurs actifs. Et, au-delà de ces 2,7 %, la situation n'est guère meilleure : les 20 % les plus pauvres ne détiennent en Belgique que 0,2 % du patrimoine total des ménages belges !

Rien d'étonnant dès lors que, comme le montre la dernière enquête SILC<sup>3</sup>, menée en 2013, 24,2 % des Belges se déclarent incapables de faire face à des dépenses financières imprévues. Pour eux, tout « accident de la vie », duquel nul n'est à l'abri, même le plus minime, peut entraîner des effets désastreux sur les plans économique, financier et psychologique. Les personnes ne disposant pas d'épargne ont en effet trop souvent recours à un crédit à la consommation dont le paiement d'intérêts peut avoir des effets secondaires négatifs tels que le surendettement ou l'immersion dans « l'économie souterraine ». À moyen et long termes, ceux qui ne disposent pas d'une épargne ne peuvent mettre en œuvre quelque projet que ce soit qui sorte de la gestion du quotidien.

## 3 pistes complémentaires

Pour lutter contre cette situation, c'est bien sûr, et avant tout, le niveau de revenu des plus faibles qu'il convient d'augmenter. Il n'empêche qu'une action sur leur patrimoine peut également jouer un rôle. L'idée de promouvoir l'épargne est ainsi

une nécessité. C'est également réaliste, comme l'indique l'évaluation indépendante réalisée à propos d'un programme-pilote d'éducation financière et d'épargne bonifiée déployé par le Réseau Financité.<sup>4</sup> La promotion de l'épargne procède, enfin, d'une tradition dans l'histoire politique de notre pays, marqué par une action énergique des pouvoirs publics dans ce domaine : en 1960, la Caisse générale d'épargne et de retraite (CGER) gérait 7 millions de carnets d'épargne pour une population de 9 millions d'habitants.

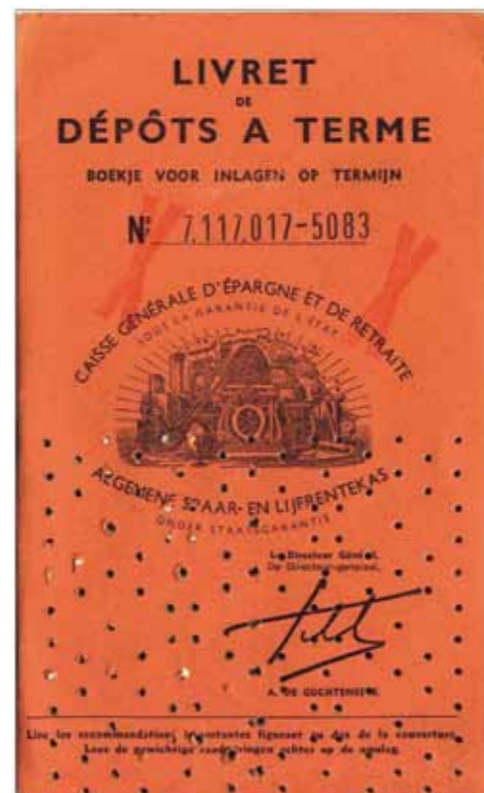
## 1 Belge sur 4 se déclare incapable de faire face à des dépenses financières imprévues.

Éduquer à l'épargne ou la bonifier – comme le font déjà nos voisins français avec le livret d'épargne populaire (LEP), réservé aux personnes à revenu modeste, et bénéficiant d'un taux d'intérêt plus attractif que sur les comptes d'épargne classique – sont deux pistes possibles. La piste fiscale en est une troisième.

## Avantage poche plus élevé

L'exonération de précompte mobilier est une disposition fiscale ancienne qui vise à promouvoir l'épargne populaire sans pour autant y parvenir. Sans le mécanisme d'exonération, les revenus de l'épargne seraient ajoutés à l'ensemble des revenus et taxés selon le taux d'imposition. Or, ce taux d'imposition augmente avec le revenu. Les personnes disposant d'un revenu élevé ont ainsi tout intérêt à placer leur argent sur un compte d'épargne réglementé pour profiter de l'exonération sur les revenus de l'épargne. À l'inverse,

Jusqu'à son rachat par Fortis en 1993, la Caisse générale d'épargne et de retraite gérait des millions de comptes d'épargne.



les personnes disposant d'un revenu inférieur au minimum imposable sont déjà exonérées d'impôt<sup>5</sup> : l'incitant fiscal n'a aucun impact sur leur décision d'épargner. Pour corriger ce paradoxe, un traitement fiscal de l'épargne basé, non plus sur une exonération fiscale mais sur un crédit d'impôt aurait pour effet d'offrir le même avantage fiscal à tous sans incidence sur le niveau de revenus. ■

1. Bernard BAYOT (directeur du Réseau Financité) Il est urgent de stimuler l'épargne populaire!, paru dans Le Soir du 22 décembre 2014.
2. La plateforme européenne contre la pauvreté et l'exclusion sociale est l'une des sept initiatives phares de la stratégie Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive. Elle vise à aider les États membres de l'Union européenne à atteindre l'objectif principal consistant à sortir 20 millions de personnes de la pauvreté et de l'exclusion sociale.
3. Enquête 2013 sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC).
4. Nelly GUISSSE, Léopold GILLES, Rapport d'évaluation du projet SIMS en Belgique, CRÉDOC juillet 2013.
5. Le montant de base de cette quotité exemptée d'impôt est de 6800 € par an (pour la déclaration fiscale de 2013).

RETROUVEZ LA CARTE BLANCHE ET LES ANALYSES SUR LA FISCALITÉ DE L'ÉPARGNE SUR [WWW.FINANCITE.BE](http://WWW.FINANCITE.BE).

CYCLE ÉCONOMIE ET NOUS

## BRUXELLES

# « L'AVENIR SERA GLOBAL ET LOCAL »

Guibert Del Marmol



**Guibert Del Marmol, chantre de l'économie « régénératrice » donnait en février une conférence dans le cadre du cycle Économie et Nous. Rencontre avec cet ancien patron de multinationale, désormais auteur et conseiller auprès de dirigeants.**

Propos recueillis par Julien Collinet

**Comment avez-vous pris conscience du besoin de changement de notre économie ?**

J'ai été dirigeant d'entreprise très jeune. À 28 ans, j'étais à la tête d'un parc d'attraction Walibi en France, puis à 30 j'ai été nommé directeur général du parc de Wavre là où se situe la maison mère du groupe. C'est à ce moment que j'ai eu de graves soucis de santé. Quand vous êtes jeunes et que vous avez du succès, vous abordez cette nouvelle comme un sérieux signal d'alarme. La reconstruction que j'ai dû mener m'a amené à reconsidérer le monde de l'entreprise. Pourtant je ne l'ai jamais quitté, je garde une vraie passion pour l'entrepreneuriat, et je pense que la solution à nos problèmes de société passeront par là, à condition qu'elles soient gérées de façon éclairée.

**Quelles sont vos solutions ?**

Les entreprises doivent intégrer une part de responsabilité par rapport à l'impact de leurs activités sur l'environnement, sur la société civile ou les générations futures. Et elles ont tout à y gagner ! Elles diminuent ainsi leurs primes de risques et auront accès plus facilement aux crédits. Il y a donc un réel retour sur investissement. Et au-delà de simplement chercher à revaloriser leur image auprès du public, elle doivent être pro-actives et transformer ces contraintes en outils de performance. Les managers doivent se poser la question de ce qui manquerait à la société civile si leur entreprise n'était pas là. Certaines sociétés ont enfin pris conscience de cette logique, je pense à Colruyt chez nous ou à Tata en Inde. Bien sûr elles ont encore de nombreux défauts, mais cela va dans le bon sens.

**Les citoyens ont-ils eux aussi un rôle à jouer ?**

Bien sûr, le changement ne viendra pas uniquement d'en haut. L'économie collaborative est déjà parmi nous. Outre les systèmes wiki ou open source, je crois beaucoup à l'économie du partage. Des plateformes existent déjà : regardez Uber, Airbnb ou Blablacar. Bien sûr il y a des dérives, mais des systèmes de régulation vont se mettre en place. A-t-on besoin d'être tous propriétaires d'une tondeuse

à gazon, alors qu'on peut la partager avec ses voisins ? Idem, lorsqu'on vit en immeuble avec une machine à laver. Tout cela va nécessiter, que nous citoyens, consommateurs, investisseurs, changions nos habitudes. Enfin l'avenir sera global et local. A Paris, si vous coupez les chaînes de production, en 4 jours, il n'y aurait plus de nourriture dans la ville. Il faut promouvoir l'agriculture urbaine, ce n'est pas une utopie. À New York, on envisage déjà très sérieusement d'avoir plus de maraîchage et de le vendre en circuit court grâce à des des micro-fermes, des toits verts ou des fermes verticales. ■

Le cycle « Économie et nous » est organisé jusqu'au 30 mai par le Réseau Financité avec *Les compagnons de la transition et La Vénerie* à Boisfort. Il présente 24 rencontres pour agir de façon concrète et positive sur notre économie et notre environnement.

RETROUVEZ L'AGENDA COMPLET DES ÉVÉNEMENTS FINANCITÉ SUR [WWW.FINANCITE.BE](http://WWW.FINANCITE.BE)

## DEUX CONFÉRENCES À L'ULB POUR COMPRENDRE (AUTREMENT) LA FINANCE !

**Le Réseau Financité organise en mars deux grandes conférences à l'ULB, en partenariat avec le bureau des étudiants administrateurs pour « Comprendre la Finance autrement » avec plusieurs invités renommés.**

**Lundi 19 Mars à 20h PAUL JORION et BRUNO COLMANT, économistes – La crise en Europe : fatalité ou opportunité ?** À l'occasion de la sortie de leur ouvrage co-écrit « Penser l'économie autrement »

**Mercredi 25 Mars à 20h MARC ROCHE ancien correspondant du Monde à la City et BENOIT FRYDMAN, juriste et philosophe – Impunité et dérégulation dans la finance ?**







PAR ERIC DE STAERCKE

Comédien et metteur en scène

# L'ARGENT NE FAIT PAS LE BONHEUR!

— Non, mais l'appât du gain, oui. Oh, si... si... Posséder beaucoup, n'importe quoi mais beaucoup, se rouler dans le luxe, se goinfrer dans des restos chics, ça vous donne des frissons joyeux là, là et là. L'ivresse de la possession, « avoir », ça vous met en orbite, la sensation de dominer le monde, c'est tellement excitant que l'on peut croire aisément que c'est ça le bonheur! Et pourtant, comme le confie Albert Frère dans son livre intitulé : « Je suis un milliardaire malheureux ». *La dernière fois que j'ai acheté un ami, ça m'a coûté les yeux de la tête alors j'ai préféré me consacrer à ma collection de voitures de sports. Elles, au moins, elles me comprennent.* Certes, « être riche » ça vous évite pas mal des soucis quotidiens et vous protège de bien des ennuis mais ça n'empêche pas d'être con. Et quand on est stupide, on est rarement heureux ou alors il faut être extrêmement stupide, mais alors très très fort, pour pouvoir atteindre un état d'insouciance délicieuse et légère qui vous permet de rêver au bonheur. Cet état de jouissance proche de la débilité, s'appelle la béatitude. Ou la « Béat attitude » qui consiste à regarder le monde avec un sourire de panda et un air ravi, bouche mi-ouverte yeux mi-clos, tel monseigneur Léonard écoutant l'Alleluia de Haendel interprété par la chorale des petits chanteurs à la croix de fer... de bois. La chorale des « petits chanteurs à la croix de bois, croix de fer si je mens, je vais en enfer ». Mais revenons à la « dèche attitude », c'est-à-dire celle d'être pauvre et qui ne facilite pas la rencontre du bonheur mais qui ne l'empêche pas non plus! Le fait d'avoir plein de pognons semble être pourtant la piste empruntée par la majorité de nos semblables... Mais alors, si c'est la réussite sociale et financière qui va déterminer notre aptitude à être heureux, nous nous sommes complètement gourés dans l'éducation de nos enfants. Nous sommes passés à côté de l'essentiel en leur apprenant le partage, le respect, la paix, la sagesse et la réflexion. Rassurez-vous, il n'est pas trop tard, nous pouvons rattraper le coup dès demain.



– Chéri, mon chéri, oublie tout ce que je t'ai dit. Papa s'est trompé. Ton bonheur futur dépend de ta capacité à devenir le plus fort...

– Non pas le meilleur... Oublie ça. Le plus fort, le plus futé, le seul qui s'en tire. Rappelle-toi, l'homme est un loup pour son frère, c'est ça la seule issue. Tu peux tricher, esquiver, frauder, mentir, camoufler... Ne te fais pas prendre c'est tout. Dès demain, pendant que Papa va mettre son fric à l'abri, toi, tu vas faire les poches de tes petits camarades. Tu prétextes d'aller à l'infirmerie et tu piques dans les manteaux.

## « Les bonnes manières »

– Oui, la cagnotte avec l'argent du voyage scolaire, c'est très bien ça! Tu la piques! Je placerais ton butin sur un compte aux îles Caïmans. Tu vas commencer modestement, certes mais c'est pour que tu prennes l'habitude, pour que tu apprennes les bonnes manières! Arrête d'étudier, trouve un camarade plus doué que toi en rédaction et moyennant du chantage sur le fait que tu l'as vu fumer dans les toilettes par exemple, tu l'obliges à rédiger ta rédaction. Tu fais de même pour les maths. Et si tu ne trouves pas de sujets de chantage, tu en inventes... tu fabriques des preuves...

– Quoi, tu as l'impression de trahir tes copains? Chéri, dis-toi bien que ce n'est pas pour rien que l'homme vit en communauté, c'est pour que les plus malins s'en sortent! Tu verras, mon chéri, fais-moi confiance, le bonheur est à portée de main, il faut juste tendre le bras! Et si avec tout ça tu ne découvres pas les joies de la félicité, dis-toi bien que ce sera la faute des chômeurs. ■